

MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS  
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
Service Comptable de l'État



## Situation Mensuelle de l'Etat

Septembre 2011



<b>Notes méthodologiques et glossaire .....</b>	<b>3</b>
<b>Commentaires .....</b>	<b>4</b>
<b>Solde d'exécution budgétaire de l'exercice .....</b>	<b>6</b>
<b>Solde d'exécution budgétaire en gestion .....</b>	<b>7</b>
<b>Dépenses par Titres et Catégories .....</b>	<b>8</b>
<b>Dépenses par Missions et par Programmes.....</b>	<b>9</b>
<b>Recettes du budget général .....</b>	<b>13</b>
Recettes fiscales .....	13
Recettes non fiscales .....	15
Prélèvements sur recettes et Fonds de concours .....	17
<b>Opérations des Comptes Spéciaux en dépenses et en recettes .....</b>	<b>18</b>
<b>Opérations des Comptes Spéciaux en soldes.....</b>	<b>19</b>
<b>Tableau des Flux de Trésorerie .....</b>	<b>20</b>
<b>Situation des correspondants du Trésor et personnes habilitées .....</b>	<b>22</b>
<b>Dettes financières de l'Etat .....</b>	<b>23</b>

Les chiffres présentés sont les données cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Ces informations sont directement issues de la comptabilité générale de l'Etat.  
Les chiffres « exécutés » 2010 correspondent aux données publiées à l'époque.  
Les chiffres « retraités » 2010 correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changements de périmètre liées à la loi de finances 2011.

### Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

### Comptes spéciaux

#### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

#### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

### Correspondants du Trésor

Dépôts de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

### Crédit de paiement

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

### Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

### Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle.

Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

### Période complémentaire

La période complémentaire correspond au délai imparti pour l'achèvement des recettes et des dépenses d'un exercice budgétaire qui sont en cours d'exécution à la fin de l'année civile

### Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de la communauté européenne.

### Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

### R & D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

### Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire).

### Solde budgétaire en gestion

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives aux budgets des années courante et précédente exécutées au cours de la gestion N courant du 01/01/N au 31/12/N.

### Tableau des flux de trésorerie (TFT)

La trésorerie est l'ensemble des comptes composant les postes de trésorerie active et passive de la situation nette de l'Etat.

Le TFT présente la ventilation des opérations d'encaissements et de décaissements de l'Etat par nature de flux : flux d'activité, flux d'investissement et flux de financement. Ce tableau est élaboré de manière similaire au TFT présenté dans le Compte Général de l'Etat (CGE).

### Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; *ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;*
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Au 30 septembre 2011, solde d'exécution budgétaire (hors FMI) : -92 680 millions €

En septembre 2010, le solde s'élevait, à périmètre constant, à - 124 906 millions €.

Dépenses brutes du budget général : 278 368 millions € contre 304 835 millions € en 2010

L'écart d'exécution des dépenses entre 2011 et 2010 (-26 467 millions €) s'explique principalement par :

- une baisse des dépenses d'intervention de 15 249 millions €, consécutive notamment à de moindres remboursements et dégrèvements d'impôts (8 279 millions €), en particulier à la suite de la réforme de la TP, et à des dépenses relatives au Grand Emprunt comptabilisées en 2010 (4 754 millions €)
- une diminution des dépenses d'opérations financières de 18 231 millions € due également à des dépenses du Grand Emprunt intervenues en 2010 (18 903 millions €).

Cet écart est partiellement compensé par une hausse des charges de la dette et des dépenses de personnel pour respectivement 4 185 millions € et 2 034 millions €.

➤ *Les principales dépenses du mois (hors dépenses de personnel, remboursements et dégrèvements)*

- Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2 593 millions € dont 2 555 millions € sur le programme « Handicap et dépendance » (allocation pour adultes handicapés notamment) ;
- Mission **Ville et logement** : 1 570 millions € dont 1 227 millions € au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (aides personnelles d'accès au logement) ;
- Mission **Défense** : 1 548 millions € dont 725 millions € au titre du programme « Equipement des forces » et 525 millions € relatif au programme « Préparation et emploi des forces ».

Recettes brutes du budget général : 215 653 millions € contre 199 523 millions € en 2010

➤ *Recettes fiscales : 257 297 millions € contre 261 589 millions € en 2010*

Cette évolution s'explique notamment par le recouvrement en 2011 de la cotisation foncière des entreprises, de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance et de la taxe sur les surfaces commerciales au profit des collectivités territoriales suite à la réforme de la taxe professionnelle (-15 297 millions €) et par le report de la date d'échéance de l'ISF de juin 2010 à septembre 2011 (-1 908 millions €). Ces effets sont partiellement compensés par une augmentation des recettes de TVA (+7 266 millions €), d'IS (+1940 millions €) et d'IR (+1 416 millions €).

○ *Les principales recettes du mois*

- Impôt sur le revenu : 12 562 millions € (paiement du solde notamment) ;
- Impôt sur les sociétés : 9 836 millions € (3<sup>ème</sup> acompte en particulier) ;
- Impôt de solidarité sur la fortune : 1 845 millions € ;
- TVA : 13 630 millions €.

➤ *Recettes non fiscales : 11 093 millions € contre 13 187 millions € en 2010*

Cette baisse des recettes non fiscales s'explique notamment par l'encaissement d'une recette exceptionnelle de 1 017 millions € en 2010, en application d'un jugement du Tribunal de l'Union européenne relatif au régime fiscal dérogatoire dont a bénéficié France Télécom entre 1994 et 2002.

En septembre 2011, les recettes non fiscales enregistrent principalement l'encaissement des dividendes France Telecom pour 214 millions €.

- *Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -55 256 millions € contre -77 406 millions €*

La diminution des prélèvements sur recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales résulte essentiellement de la suppression en 2011 de la compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle (23 848 millions € comptabilisées fin septembre 2010).

**Solde des Comptes Spéciaux (hors FMI) : -29 965 millions € contre -19 594 millions € en 2010**

Cette dégradation s'explique par les variations des soldes du compte d'avances aux collectivités territoriales (-16 591 millions €) suite à la réforme de la taxe professionnelle et du compte de « Prêts à des Etats étrangers » (-1 554 millions €) en raison du prêt octroyé à la Grèce.

Elle est partiellement compensée par une amélioration du solde du compte de « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (+2 870 millions €), suite aux remboursements en capital pour 4 000 millions € du prêt consenti au secteur automobile en 2009 intervenus cette année, et du compte "Participations financières de l'Etat (+ 3 027 millions €) due à la comptabilisation en 2010 d'une dépense de 3 687 millions €, au titre d'une dotation en capital à l'ANR (plan Campus).

- *Les principales évolutions du mois*

Le compte d'Avances aux collectivités territoriales comptabilise en dépenses 8 944 millions € et en recettes 11 469 millions € (2<sup>ème</sup> acompte de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises notamment).

**Dettes financières au 30 septembre : 1 312 144 millions €**

Les flux significatifs enregistrés au cours du mois de septembre concernent les OAT pour +12 457 millions €, les BTAN pour -9 013 millions € et les BTF pour -11 018 millions €.

**Situation de la Trésorerie de l'Etat au 30 septembre : -87 453 millions €**

La situation de la trésorerie de l'Etat arrêtée fin septembre présente un solde créditeur de 87 453 millions €. L'encaissement net au titre du mois de septembre s'élève à 12 070 millions €.

Les principaux encaissements du mois de septembre sont constitués par des impôts et taxes à hauteur de 41 123 millions €, d'autres encaissements pour 9 720 millions € (recettes d'impôts locaux) et des émissions d'emprunts pour 18 904 millions €.

Les principaux flux de décaissements concernent des dépenses d'intervention pour 14 610 millions € (prélèvements sur les recettes de l'Etat notamment), de personnel pour 9 924 millions €, d'autres décaissements pour 9 732 millions € (avances aux collectivités territoriales principalement), et des remboursements d'emprunts hors BTF pour 17 345 millions €.

Unité : million d'€

Opérations budgétaires de l'exercice	2011	2010 retraité	2010 exécuté
--------------------------------------	------	---------------	--------------

**I. BUDGET GENERAL****GESTION COURANTE (hors opérations des Comptes Spéciaux) :**

Dotations des pouvoirs publics	1 018	1 017	1 017
Dépenses de personnel	88 894	86 860	88 480
Dépenses de fonctionnement	34 287	34 282	32 331
Charges de la dette de l'Etat	30 549	26 364	26 364
Dépenses d'investissement	8 142	7 355	7 355
Dépenses d'intervention	114 606	129 855	129 623
Dépenses d'opérations financières	872	19 103	19 103

<b>Total des Dépenses</b>	<b>278 368</b>	<b>304 835</b>	<b>304 273</b>
---------------------------	----------------	----------------	----------------

<b>Total des Dépenses (hors R et D)</b>	<b>214 712</b>	<b>233 296</b>	<b>232 734</b>
---	----------------	----------------	----------------

Recettes fiscales	257 297	261 589	260 412
Recettes non fiscales	11 093	13 187	13 364
Prélèvements sur recettes	-55 256	-77 406	-77 406
Fonds de concours	2 519	2 153	2 153

<b>Total des Recettes</b>	<b>215 653</b>	<b>199 523</b>	<b>198 523</b>
---------------------------	----------------	----------------	----------------

<b>Total des Recettes (hors R et D)</b>	<b>151 997</b>	<b>127 984</b>	<b>126 984</b>
---	----------------	----------------	----------------

<b>SOLDE GESTION N</b>	<b>-62 715</b>	<b>-105 312</b>	<b>-105 750</b>
------------------------	----------------	-----------------	-----------------

**GESTION SUIVANTE (Opérations N de la période complémentaire exécutée en N+1) :**

<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
----------	----------	----------

<b>SOLDE GESTION N+1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
--------------------------	----------	----------	----------

**II. COMPTES SPECIAUX****GESTION COURANTE :**

Comptes d'affectation spéciale	1 299	-3 223	-3 223
Comptes de concours financiers	-31 591	-16 424	-15 246
Comptes de commerce	231	8	8
Comptes d'opérations monétaires	1 242	374	374

<b>SOLDE CS GESTION N</b>	<b>-28 819</b>	<b>-19 265</b>	<b>-18 087</b>
---------------------------	----------------	----------------	----------------

<b>SOLDE CS GESTION (hors FMI)</b>	<b>-29 965</b>	<b>-19 594</b>	<b>-18 416</b>
------------------------------------	----------------	----------------	----------------

**GESTION SUIVANTE (Opérations de la période complémentaire) :**

<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
----------	----------	----------

<b>SOLDE CS GESTION N+1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
-----------------------------	----------	----------	----------

<b>SOLDE CS GESTION N+1 (hors FMI)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
--	----------	----------	----------

<b>SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES de l'année</b>	<b>-91 534</b>	<b>-124 577</b>	<b>-123 837</b>
--	----------------	-----------------	-----------------

<b>SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES de l'année (hors FMI)</b>	<b>-92 680</b>	<b>-124 906</b>	<b>-124 166</b>
---	----------------	-----------------	-----------------



Unité : million d'€

Opérations budgétaires de la gestion en cours	2011	2010 retraité	2010 exécuté
<b>I. BUDGET GENERAL</b>			
<b>BUDGET DE L'ANNEE PRECEDENTE (période complémentaire) :</b>			
Dépenses	3 188	5 546	5 546
Recettes	-219	1 473	1 473
<b>SOLDE BUDGET N-1</b>	<b>-3 407</b>	<b>-4 073</b>	<b>-4 073</b>
<b>BUDGET DE L'ANNEE COURANTE (hors opérations des Comptes Spéciaux) :</b>			
Dotations des pouvoirs publics	1 018	1 017	1 017
Dépenses de personnel	88 894	86 860	88 480
Dépenses de fonctionnement	34 287	34 282	32 331
Charges de la dette de l'Etat	30 549	26 364	26 364
Dépenses d'investissement	8 142	7 355	7 355
Dépenses d'intervention	114 606	129 855	129 623
Dépenses d'opérations financières	872	19 103	19 103
<b>Total des Dépenses</b>	<b>278 368</b>	<b>304 835</b>	<b>304 273</b>
<b>Total des Dépenses (hors R et D)</b>	<b>214 712</b>	<b>233 296</b>	<b>232 734</b>
Recettes fiscales	257 297	261 589	260 412
Recettes non fiscales	11 093	13 187	13 364
Prélèvements sur recettes	-55 256	-77 406	-77 406
Fonds de concours	2 519	2 153	2 153
<b>Total des Recettes</b>	<b>215 653</b>	<b>199 523</b>	<b>198 523</b>
<b>Total des Recettes (hors R et D)</b>	<b>151 997</b>	<b>127 984</b>	<b>126 984</b>
<b>SOLDE BUDGET N</b>	<b>-62 715</b>	<b>-105 312</b>	<b>-105 750</b>
<b>II. COMPTES SPECIAUX</b>			
<b>BUDGET DE L'ANNEE PRECEDENTE (période complémentaire) :</b>			
<b>SOLDE CS BUDGET N-1</b>	<b>6 934</b>	<b>7 426</b>	<b>7 426</b>
<b>SOLDE CS BUDGET N-1 (hors FMI)</b>	<b>6 899</b>	<b>7 166</b>	<b>7 166</b>
<b>BUDGET DE L'ANNEE COURANTE :</b>			
Comptes d'affectation spéciale	1 299	-3 223	-3 223
Comptes de concours financiers	-31 591	-16 424	-15 246
Comptes de commerce	231	8	8
Comptes d'opérations monétaires	1 242	374	374
<b>SOLDE CS BUDGET N</b>	<b>-28 819</b>	<b>-19 265</b>	<b>-18 087</b>
<b>SOLDE CS BUDGET N (hors FMI)</b>	<b>-29 965</b>	<b>-19 594</b>	<b>-18 416</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES au cours de l'année</b>	<b>-88 007</b>	<b>-121 224</b>	<b>-120 484</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES au cours de l'année (hors FMI)</b>	<b>-89 188</b>	<b>-121 813</b>	<b>-121 073</b>

## DEPENSES PAR TITRES ET CATEGORIES

(HORS OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX)

Unité : million d'€

Titres et catégories	2011		2010 retraité	2010 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
<b>TITRE 2</b>				
<b>Titre 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>				
Rémunérations d'activité		52 495	51 953	52 968
Cotisations et contributions sociales		35 637	34 168	34 744
Prestations sociales et allocations diverses		762	739	768
<b>TOTAL DES DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>117 527</b>	<b>88 894</b>	<b>86 860</b>	<b>88 480</b>
<b>AUTRES TITRES</b>				
<b>Titre 1 - DOTATIONS DES POUVOIRS PUBLICS</b>				
		1 018	1 017	1 017
<b>Titre 3 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>				
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		14 788	14 289	14 290
Subventions pour charges de service public		19 499	19 992	18 041
<b>Total des dépenses de fonctionnement</b>		<b>34 287</b>	<b>34 282</b>	<b>32 331</b>
<b>Titre 4 - CHARGES DE LA DETTE DE L'ETAT</b>				
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0
Charges financières diverses		30 549	26 364	26 364
<b>Total des charges de la dette de l'Etat</b>		<b>30 549</b>	<b>26 364</b>	<b>26 364</b>
<b>Titre 5 - DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>				
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		6 986	6 423	6 423
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat		1 156	932	932
<b>Total des dépenses d'investissement</b>		<b>8 142</b>	<b>7 355</b>	<b>7 355</b>
<b>Titre 6 - DEPENSES D'INTERVENTION</b>				
Transferts aux ménages		27 696	31 509	31 615
Transferts aux entreprises		58 303	60 300	60 188
Transferts aux collectivités territoriales		9 928	17 866	17 866
Transferts aux autres collectivités		18 220	20 157	19 931
Appels en garantie		459	23	23
<b>Total des dépenses d'intervention</b>		<b>114 606</b>	<b>129 855</b>	<b>129 623</b>
<b>Titre 7 - DEPENSES D'OPERATIONS FINANCIERES</b>				
Prêts et avances		726	661	661
Dotations en fonds propres		146	18 442	18 442
Dépenses de participations financières		0	0	0
<b>Total des dépenses d'opérations financières</b>		<b>872</b>	<b>19 103</b>	<b>19 103</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DES AUTRES TITRES</b>	<b>258 199</b>	<b>189 474</b>	<b>217 975</b>	<b>215 793</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>375 726</b>	<b>278 368</b>	<b>304 835</b>	<b>304 273</b>
Remboursements et dégrèvements	83 278	63 656	71 539	71 539
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES DU BUDGET GENERAL (Hors R et D)</b>	<b>292 448</b>	<b>214 712</b>	<b>233 296</b>	<b>232 734</b>



Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2011		2010 retraité	2010 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>3 005</b>	<b>2 269</b>	<b>2 196</b>	<b>2 066</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	1 841	1 342	1 317	1 317
Diplomatie culturelle et d'influence (2)	755	606	631	501
Français à l'étranger et affaires consulaires	347	281	248	248
Présidence française du G20 et du G8 (1)	62	40	-	-
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>2 575</b>	<b>1 790</b>	<b>1 881</b>	<b>1 881</b>
Administration territoriale	1 733	1 197	1 211	1 211
Vie politique, culturelle et associative	185	118	226	226
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	657	475	444	444
<b>AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>3 770</b>	<b>2 920</b>	<b>3 223</b>	<b>3 007</b>
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	2 079	1 697	1 901	1 683
Forêt	371	301	323	323
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	552	373	422	422
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	768	549	577	579
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>3 370</b>	<b>2 288</b>	<b>2 528</b>	<b>2 658</b>
Aide économique et financière au développement	1 199	867	938	938
Solidarité à l'égard des pays en développement	2 140	1 411	1 577	1 707
Développement solidaire et migrations	31	10	13	13
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>3 299</b>	<b>2 717</b>	<b>2 857</b>	<b>2 857</b>
Liens entre la Nation et son armée	135	96	99	99
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (2)	3 051	2 544	2 689	2 689
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	113	77	69	69
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>600</b>	<b>405</b>	<b>403</b>	<b>403</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	339	226	223	223
Conseil économique, social et environnemental	38	38	38	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	223	141	142	142
<b>CULTURE</b>	<b>2 784</b>	<b>1 845</b>	<b>1 915</b>	<b>2 066</b>
Patrimoines	918	509	551	829
Création	777	590	590	645
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	1 089	746	773	592
<b>DEFENSE</b>	<b>38 133</b>	<b>29 821</b>	<b>26 979</b>	<b>26 979</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	1 829	1 298	1 256	1 256
Préparation et emploi des forces	22 602	17 674	16 349	16 349
Soutien de la politique de la défense	2 978	1 895	1 666	1 666
Equippedement des forces	10 724	8 954	7 708	7 708
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>1 111</b>	<b>641</b>	<b>361</b>	<b>361</b>
Coordination du travail gouvernemental	579	334	306	306
Protection des droits et libertés	92	59	55	55
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées (1)	440	248	-	-
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES</b>	<b>11 229</b>	<b>7 954</b>	<b>9 555</b>	<b>9 570</b>
Infrastructures et services de transports	5 625	3 958	3 890	3 890
Sécurité et circulation routières	57	22	21	21
Sécurité et affaires maritimes	136	83	83	83
Météorologie	198	147	145	143
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	358	210	190	190
Information géographique et cartographique	81	60	54	54
Prévention des risques	356	133	161	161
Energie, climat et après-mines (2)	750	499	555	555

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2011		2010 retraité	2010 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	3 668	2 842	2 856	2 873
Démonstrateurs et plateformes technologiques en énergies renouvelables et décarbonées et chimie verte (3)	-	-	1 600	1 600
Transport et urbanisme durables (3)	-	-	0	0
Véhicule du futur (3)	-	-	0	0
<b>ECONOMIE</b>	<b>2 085</b>	<b>1 190</b>	<b>2 434</b>	<b>2 435</b>
Développement des entreprises et de l'emploi	1 088	698	741	741
Tourisme	52	33	40	41
Statistiques et études économiques	452	331	318	318
Stratégie économique et fiscale	493	128	135	135
Croissance des petites et moyennes entreprises (3)	-	-	1 200	1 200
Développement de l'économie numérique (3)	-	-	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>48 714</b>	<b>31 523</b>	<b>27 527</b>	<b>27 527</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	46 820	30 548	26 364	26 364
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	661	459	23	23
Epargne	1 039	516	1 140	1 140
Majoration de rentes	194	0	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>61 772</b>	<b>46 371</b>	<b>45 931</b>	<b>45 931</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	18 043	13 617	13 371	13 371
Enseignement scolaire public du second degré	29 410	21 999	21 789	21 789
Vie de l'élève	3 876	2 889	2 873	2 873
Enseignement privé du premier et du second degrés	7 082	5 411	5 490	5 490
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 071	1 536	1 474	1 474
Enseignement technique agricole	1 290	919	920	920
Internats d'excellence et égalité des chances (3)	-	-	14	14
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>11 984</b>	<b>8 475</b>	<b>8 466</b>	<b>8 466</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	8 500	6 279	6 352	6 342
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local : expérimentations Chorus (3)	-	-	0	10
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	394	182	171	171
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	917	606	570	520
Conduite et pilotage des politiques économique et financière (hors Chorus) (3)	-	-	0	50
Facilitation et sécurisation des échanges	1 612	1 206	1 155	1 155
Entretien des bâtiments de l'Etat	338	66	83	83
Fonction publique	223	136	135	135
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>645</b>	<b>356</b>	<b>361</b>	<b>361</b>
Immigration et asile	562	319	323	323
Intégration et accès à la nationalité française	83	37	38	38
<b>JUSTICE</b>	<b>7 171</b>	<b>5 013</b>	<b>4 922</b>	<b>4 895</b>
Justice judiciaire	2 968	2 012	2 076	2 076
Administration pénitentiaire	2 820	1 994	1 832	1 832
Protection judiciaire de la jeunesse	765	573	550	550
Accès au droit et à la justice	355	257	278	251
Conduite et pilotage de la politique de la justice	263	177	186	183
Conduite et pilotage de la politique de la justice (hors Chorus) (3)	-	-	0	3
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>1 404</b>	<b>922</b>	<b>669</b>	<b>486</b>
Soutien à l'expression radiophonique locale (3)	-	-	0	15
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (2)	485	316	48	33
Action audiovisuelle extérieure	206	196	197	189
Presse	423	230	249	249
Livre et industries culturelles (1)	290	180	175	-

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2011		2010 retraité	2010 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
<b>OUTRE-MER</b>	<b>2 036</b>	<b>1 572</b>	<b>1 661</b>	<b>1 661</b>
Emploi outre-mer	1 345	1 167	1 160	1 160
Conditions de vie outre-mer	691	405	501	501
<b>PLAN DE RELANCE DE L'ECONOMIE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 843</b>	<b>1 843</b>
Programme exceptionnel d'investissement public (3)	-	-	49	49
Soutien exceptionnel à l'activité économique et à l'emploi (3)	-	-	1 462	1 462
Effort exceptionnel en faveur du logement et de la solidarité (3)	-	-	332	332
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>376</b>	<b>156</b>	<b>145</b>	<b>145</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	318	137	132	132
Interventions territoriales de l'Etat	58	19	13	13
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>1 018</b>	<b>1 018</b>	<b>1 017</b>	<b>1 017</b>
Présidence de la République	112	112	112	112
Assemblée nationale	534	534	534	534
Sénat	328	328	327	327
La Chaîne parlementaire	32	32	31	31
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	11	11	12	12
Haute Cour	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1
<b>PROVISIONS</b>	<b>34</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	34	0	0	0
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>25 353</b>	<b>19 499</b>	<b>40 044</b>	<b>39 631</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	12 376	9 662	9 715	9 555
Vie étudiante	2 092	1 541	1 574	1 574
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	5 103	3 785	3 498	3 467
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	1 238	927	921	921
Recherche spatiale	1 379	1 194	1 103	1 103
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	1 457	1 129	985	850
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	1 096	748	840	728
Recherche duale (civile et militaire)	189	188	182	182
Recherche culturelle et culture scientifique	124	89	90	114
Enseignement supérieur et recherche agricoles	299	236	237	237
Instituts thématiques d'excellence en matière d'énergies décarbonées (3)	-	-	1 000	1 000
Projets thématiques d'excellence (3)	-	-	3 050	3 050
Pôles d'excellence (3)	-	-	14 350	14 350
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (3)	-	-	1 500	1 500
Nucléaire de demain (3)	-	-	1 000	1 000
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>6 012</b>	<b>5 360</b>	<b>4 227</b>	<b>4 227</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 868	3 691	2 740	2 740
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	795	568	565	565
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 349	1 101	922	922
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>2 693</b>	<b>2 068</b>	<b>2 146</b>	<b>2 146</b>
Concours financiers aux communes et groupements de communes	778	480	535	535
Concours financiers aux départements	498	371	391	391
Concours financiers aux régions	900	855	853	853
Concours spécifiques et administration	517	362	367	367

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2011		2010 retraité	2010 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>83 278</b>	<b>63 656</b>	<b>71 539</b>	<b>71 539</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	72 132	57 572	59 107	59 107
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	11 146	6 084	12 432	12 432
<b>SANTE</b>	<b>1 223</b>	<b>653</b>	<b>941</b>	<b>941</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins (2)	578	409	408	327
Offre de soins et qualité du système de soins (3)	-	-	0	81
Protection maladie	645	244	533	533
<b>SECURITE</b>	<b>16 893</b>	<b>12 411</b>	<b>11 522</b>	<b>11 522</b>
Police nationale	9 118	6 641	6 468	6 468
Gendarmerie nationale	7 775	5 770	5 054	5 054
<b>SECURITE CIVILE</b>	<b>464</b>	<b>302</b>	<b>289</b>	<b>289</b>
Intervention des services opérationnels	289	172	146	146
Coordination des moyens de secours	175	130	143	143
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>12 384</b>	<b>10 190</b>	<b>10 275</b>	<b>10 108</b>
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	683	123	792	792
Actions en faveur des familles vulnérables	245	170	181	314
Handicap et dépendance	9 910	8 784	8 101	8 101
Egalité entre les hommes et les femmes	21	11	19	19
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (2)	1 525	1 102	1 182	882
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>466</b>	<b>278</b>	<b>276</b>	<b>554</b>
Sport	239	163	183	183
Jeunesse et vie associative	227	115	93	93
Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative (3)	-	-	0	278
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>12 068</b>	<b>8 129</b>	<b>9 527</b>	<b>9 527</b>
Accès et retour à l'emploi	6 483	4 450	5 897	5 897
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	4 723	3 104	2 995	2 995
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	86	42	42	42
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	776	533	593	593
Investissements dans la formation en alternance (3)	-	-	0	0
<b>VILLE ET LOGEMENT</b>	<b>7 777</b>	<b>6 576</b>	<b>7 174</b>	<b>7 174</b>
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	1 217	784	740	740
Aide à l'accès au logement	5 302	5 014	5 093	5 093
Développement et amélioration de l'offre de logement	643	226	279	279
Politique de la ville et du Grand Paris (2)	615	552	562	562
Rénovation thermique des logements (3)	-	-	500	500
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>375 726</b>	<b>278 368</b>	<b>304 835</b>	<b>304 273</b>

(1) Programme créé en 2011

(2) Libellé de programme modifié en 2011

(3) Programme supprimé en 2011



Unité : million d'€

Désignation des recettes	2011		2010	2010 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
Mutations à titre gratuit par décès	7 218	5 088	5 024	5 024
Autres conventions et actes civils	340	276	258	258
Actes judiciaires et extrajudiciaires (1)	0	0	-	-
Taxe de publicité foncière	262	197	231	231
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	0	76	2 352	2 352
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	140	95	82	82
Timbre unique	145	100	76	76
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	294	280	257	257
Autres droits et recettes accessoires	6	3	5	5
Amendes et confiscations	70	138	34	34
Taxe générale sur les activités polluantes	221	215	137	137
Cotisation à la production sur les sucres	-	-	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs (1)	25	21	-	-
Contribution carbone	0	0	-	-
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	174	128	126	126
Autres droits et recettes à différents titres	4	1	239	239
Taxe sur les achats de viande	0	45	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	71	38	38	38
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	57	39	40	40
Taxe sur certaines dépenses de publicité	30	28	28	28
Taxe de l'aviation civile	75	53	43	52
Taxe sur les installations nucléaires de base	689	804	361	361
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	24	25	24	24
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs) (2)	1 863	1 514	1 367	1 367
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	714	586	572	572
Prélèvements sur le produit brut des paris hippiques	426	295	306	306
Prélèvements sur les paris sportifs (1)	129	67	-	-
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne (1)	62	50	-	-
Redevances sur les paris hippiques en ligne (1)	86	74	-	-
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	87	0	0
Autres taxes	183	138	280	280
<b>TOTAL (17)</b>	<b>14 985</b>	<b>12 336</b>	<b>13 113</b>	<b>13 122</b>
<b>TOTAL DES RECETTES FISCALES</b>	<b>335 492</b>	<b>257 297</b>	<b>261 589</b>	<b>260 412</b>
Remboursements et dégrèvements	83 278	63 656	71 539	71 539
<b>TOTAL DES RECETTES FISCALES (Hors R et D)</b>	<b>252 214</b>	<b>193 641</b>	<b>190 050</b>	<b>188 873</b>

(1) Ligne de recettes créée en 2011

(2) Libellé modifié en 2011



Unité : million d'€

Désignation des recettes	2011		2010	2010 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
<b>21 - DIVIDENDES ET RECETTES ASSIMILEES</b>				
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	3 198	2 838	3 174	3 064
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	506	453	510	510
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	4 200	2 734	2 685	2 496
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>TOTAL (21)</b>	<b>7 904</b>	<b>6 025</b>	<b>6 369</b>	<b>6 070</b>
<b>22 - PRODUITS DU DOMAINE DE L'ETAT</b>				
Revenus du domaine public non militaire	260	142	167	167
Autres revenus du domaine public	60	124	34	34
Revenus du domaine privé	42	45	19	19
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	256	122	81	77
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	1 131	602	697	697
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	60	39	29	29
Autres produits de cessions d'actifs	1	0	0	0
Autres revenus du domaine	35	10	11	11
<b>TOTAL (22)</b>	<b>1 845</b>	<b>1 084</b>	<b>1 038</b>	<b>1 034</b>
<b>23 - PRODUITS DE LA VENTE DE BIENS ET SERVICES</b>				
Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget (1)	463	317	288	288
Autres frais d'assiette et de recouvrement	518	375	440	440
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	80	47	64	64
Produits de la vente de divers biens	3	1	1	1
Produits de la vente de divers services	205	34	79	79
Autres recettes diverses	20	8	11	11
<b>TOTAL (23)</b>	<b>1 289</b>	<b>782</b>	<b>883</b>	<b>883</b>
<b>24 - REMBOURSEMENTS ET INTERETS DES PRETS, AVANCES ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	514	343	128	128
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	4	1	2	2
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	31	17	8	8
Intérêts des autres prêts et avances	291	303	441	441
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	230	37	141	141
Autres avances remboursables sous conditions	11	1	3	3
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	3	7	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	30	21	9	9
<b>TOTAL (24)</b>	<b>1 114</b>	<b>730</b>	<b>732</b>	<b>732</b>

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2011		2010	2010 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
<b>25 - AMENDES, SANCTIONS, PENALITES ET FRAIS DE POURSUITES</b>				
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation (1)	441	0	366	515
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	250	110	77	77
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	50	7	6	6
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	25	7	6	6
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	339	208	206	537
Frais de poursuite	120	75	75	75
Frais de justice et d'instance	12	1	1	1
Intérêts moratoires	3	0	0	0
Pénalités	6	1	1	1
<b>TOTAL (25)</b>	<b>1 246</b>	<b>409</b>	<b>738</b>	<b>1 218</b>
<b>26 - DIVERS</b>				
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	600	0	500	500
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	965	965	742	742
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	119	115	170	170
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	115	96	86	86
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	17	7	8	8
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	418	376	322	322
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	82	49	63	63
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	32	29	23	23
Frais d'inscription	8	2	6	6
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	7	7	6	6
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	3	3	1	1
Récupération d'indus	43	26	19	19
Recouvrements après admission en non-valeur	270	147	168	168
Divers versements des Communautés européennes	38	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	50	0	0	0
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	48	26	33	33
Recettes diverses en provenance de l'étranger	4	3	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	5	0	0	0
Soultte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	190	93	104	104
Produits divers	39	12	22	22
Autres produits divers	160	107	1 151	1 151
<b>TOTAL (26)</b>	<b>3 213</b>	<b>2 063</b>	<b>3 427</b>	<b>3 427</b>
<b>TOTAL DES RECETTES NON FISCALES</b>	<b>16 611</b>	<b>11 093</b>	<b>13 187</b>	<b>13 364</b>

(1) Libellé modifié en 2011

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2011		2010	2010 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
<b>PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L' ETAT</b>				
<b>31- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-41 265	-30 949	-30 818	-30 818
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	-480	-480
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-26	-10	0	0
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-35	-26	-138	-138
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle	-363	-273	-439	-439
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	-6 040	-4 530	-4 671	-4 671
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-1 836	-1 377	-1 544	-1 544
Dotation élu local	-65	-49	-49	-49
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-40	-30	-30	-30
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	-30	-30
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-500	-375	-375	-375
Dotation départementale d'équipement des collèges	-326	-245	-245	-245
Dotation régionale d'équipement scolaire	-661	-496	-496	-496
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux	-172	-129	-212	-212
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	-153	-153
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	-11	-11
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-2	-2	-2
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	0	0	-132	-132
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	-23 848	-23 848
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement	0	0	-98	-98
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (1)	-2 530	-1 897	-	-
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale (1)	-947	-710	-	-
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (1)	-419	-314	-	-
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement (1)	-115	-86	-	-
<b>TOTAL (31)</b>	<b>-55 343</b>	<b>-41 498</b>	<b>-63 771</b>	<b>-63 771</b>
<b>32- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du budget des Communautés européennes	-18 235	-13 758	-13 635	-13 635
<b>TOTAL (32)</b>	<b>-18 235</b>	<b>-13 758</b>	<b>-13 635</b>	<b>-13 635</b>
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L' ETAT</b>	<b>-73 578</b>	<b>-55 256</b>	<b>-77 406</b>	<b>-77 406</b>
<b>FONDS DE CONCOURS</b>				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux		2 230	1 900	1 900
Fonds de concours - coopération internationale		289	253	253
<b>TOTAL DES FONDS DE CONCOURS</b>	<b>3 226</b>	<b>2 519</b>	<b>2 153</b>	<b>2 153</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	<b>281 751</b>	<b>215 653</b>	<b>199 523</b>	<b>198 523</b>
Remboursements et dégrèvements	83 278	63 656	71 539	71 539
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES (Hors R et D)</b>	<b>198 473</b>	<b>151 997</b>	<b>127 984</b>	<b>126 984</b>

(1) Ligne créée en 2011

Unité : million d'€

Désignation	2011		2010 retraité		2010 exécuté	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
<b>COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE</b>						
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers (1)	218	1 052	114	212	114	212
Développement agricole et rural	95	104	99	100	99	100
Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique (2)	0	0	-	-	-	-
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage (2)	0	622	-	-	-	-
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	245	397	327	395	327	395
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	673	181	4 500	981	4 500	981
Pensions	38 727	38 685	37 373	37 502	37 373	37 502
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs (2)	0	216	-	-	-	-
<b>Total des Comptes d' Affectation Spéciale</b>	<b>39 958</b>	<b>41 257</b>	<b>42 413</b>	<b>39 190</b>	<b>42 413</b>	<b>39 190</b>
<b>COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS</b>						
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	75	55	149	67	149	67
Avances à l'audiovisuel public	2 417	1 193	2 342	1 074	2 342	1 130
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	351	161	340	148	340	148
Avances aux collectivités territoriales	67 939	39 624	42 159	30 435	42 159	31 557
Prêts à des Etats étrangers	6 078	364	4 601	441	4 601	441
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	129	4 001	1 007	2 009	1 007	2 009
<b>Total des Comptes de Concours Financiers</b>	<b>76 989</b>	<b>45 398</b>	<b>50 598</b>	<b>34 174</b>	<b>50 598</b>	<b>35 352</b>
<b>COMPTES DE COMMERCE</b>						
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	499	520	382	368	382	368
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	108	111	86	76	86	76
Couverture des risques financiers de l'Etat	1 831	1 831	1 232	1 232	1 232	1 232
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	227	351	184	125	184	125
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	33 442	33 530	29 024	29 177	29 024	29 177
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	0	0	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	1	1	3	0	3	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	31	39	59	51	59	51
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement	89	80	436	385	436	385
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	18	14	14	14	14	14
<b>Total des Comptes de Commerce</b>	<b>36 246</b>	<b>36 477</b>	<b>31 420</b>	<b>31 428</b>	<b>31 420</b>	<b>31 428</b>
<b>COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>						
Emission des monnaies métalliques	86	187	111	164	111	164
Opérations avec le Fonds monétaire international	2 205	3 351	757	1 086	757	1 086
Pertes et bénéfices de change	21	16	19	11	19	11
<b>Total des Comptes d' Opérations Monétaires</b>	<b>2 312</b>	<b>3 554</b>	<b>887</b>	<b>1 261</b>	<b>887</b>	<b>1 261</b>
<b>TOTAL DES COMPTES SPECIAUX</b>	<b>155 505</b>	<b>126 686</b>	<b>125 318</b>	<b>106 053</b>	<b>125 318</b>	<b>107 231</b>
<b>TOTAL DES COMPTES SPECIAUX (Hors FMI)</b>	<b>153 300</b>	<b>123 335</b>	<b>124 561</b>	<b>104 967</b>	<b>124 561</b>	<b>106 145</b>

Unité : million d'€

Désignation	2011	2010 retraité	2010 exécuté
<b>COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE</b>			
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers (1)	834	98	98
Développement agricole et rural	9	1	1
Engagements en faveur de la forêt dans la lutte contre le changement climatique (2)	0	-	-
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage (2)	622	-	-
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	152	68	68
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	0	0	0
Participations financières de l'Etat	-492	-3 519	-3 519
Pensions	-42	129	129
Services nationaux de transport conventionnés des voyageurs (2)	216	-	-
<b>Total des Comptes d' Affectation Spéciale</b>	<b>1 299</b>	<b>-3 223</b>	<b>-3 223</b>
<b>COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS</b>			
Accords monétaires internationaux	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	-20	-82	-82
Avances à l'audiovisuel	-1 224	-1 268	-1 212
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	-190	-192	-192
Avances aux collectivités territoriales	-28 315	-11 724	-10 602
Prêts à des Etats étrangers	-5 714	-4 160	-4 160
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	3 872	1 002	1 002
<b>Total des Comptes de Concours Financiers</b>	<b>-31 591</b>	<b>-16 424</b>	<b>-15 246</b>
<b>COMPTES DE COMMERCE</b>			
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	21	-14	-14
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	3	-10	-10
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	124	-59	-59
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	88	153	153
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	-3	-3
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	8	-8	-8
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement	-9	-51	-51
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	-4	0	0
<b>Total des Comptes de Commerce</b>	<b>231</b>	<b>8</b>	<b>8</b>
<b>COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>			
Emission des monnaies métalliques	101	53	53
Opérations avec le Fonds monétaire international	1 146	329	329
Pertes et bénéfices de change	-5	-8	-8
<b>Total des Comptes d' Opérations Monétaires</b>	<b>1 242</b>	<b>374</b>	<b>374</b>
<b>TOTAL DES COMPTES SPECIAUX</b>	<b>-28 819</b>	<b>-19 265</b>	<b>-18 087</b>
<b>TOTAL DES COMPTES SPECIAUX (Hors FMI)</b>	<b>-29 965</b>	<b>-19 594</b>	<b>-18 416</b>

Unité : million d'€

	Septembre		Cumul au 30 Septembre 2011		Evolution	
	2011	2 010	2011	2 010	en %	
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>	<b>Encaissements</b>	<b>52 479</b>	<b>46 270</b>	<b>311 213</b>	<b>298 385</b>	<b>4,30%</b>
	Ventes de produits et prestations de service encaissées	65	130	489	759	-35,57%
	Autres recettes de fonctionnement	262	730	2 368	3 906	-39,38%
	Impôts et taxes encaissés	41 123	40 396	250 334	252 761	-0,96%
	Autres recettes régaliennes	483	409	4 141	3 774	9,72%
	Recettes d'intervention	0	143	1 479	2 123	-30,33%
	Intérêts et dividendes reçus	826	464	9 242	9 438	-2,08%
	Autres encaissements	9 720	3 998	43 160	25 624	68,44%
	<b>Décaissements</b>	<b>41 273</b>	<b>38 904</b>	<b>393 142</b>	<b>392 853</b>	<b>0,07%</b>
	Dépenses de personnel	9 924	10 058	90 985	90 581	0,45%
	Achats et prestations externes payés	1 537	1 712	13 360	12 148	9,98%
	Remboursements et restitutions sur impôts et taxes	4 160	3 704	52 835	53 664	-1,54%
	Autres dépenses de fonctionnement	118	212	2 201	2 339	-5,90%
	Subventions pour charges de service public versées	427	505	19 314	18 401	4,96%
	Dépenses d'intervention	14 610	16 903	109 735	139 400	-21,28%
	Versements résultant de la mise en jeu de la garantie de l'Etat	0	0	461	7	6485,71%
	Intérêts payés	765	880	29 515	26 711	10,50%
Autres décaissements	9 732	4 930	74 736	49 602	50,67%	
<b>Flux de trésorerie nets liés à l'activité (I)</b>	<b>11 206</b>	<b>7 366</b>	<b>-81 929</b>	<b>-94 468</b>	<b>13,27%</b>	
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>Acquisitions d'immobilisations</b>	<b>1 220</b>	<b>11 794</b>	<b>16 845</b>	<b>35 589</b>	<b>-52,67%</b>
	Immobilisations corporelles et incorporelles	976	1 101	7 300	5 487	33,04%
	Immobilisations financières	244	10 693	9 545	30 102	-68,29%
	<b>Cessions d'immobilisations</b>	<b>93</b>	<b>2 416</b>	<b>14 850</b>	<b>12 474</b>	<b>19,05%</b>
	Immobilisations corporelles et incorporelles	50	29	431	320	34,69%
	Immobilisations financières	43	2 387	14 419	12 154	18,64%
<b>Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement (II)</b>	<b>-1 127</b>	<b>-9 378</b>	<b>-1 995</b>	<b>-23 115</b>	<b>91,37%</b>	



Unité : million d'€

	Septembre		Cumul au 30 Septembre 2011		Evolution	
	2011	2 010	2011	2 010	en %	
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	<b>Emissions d'emprunt</b>	18 904	20 163	177 019	163 568	8,22%
	OAT	14 215	11 758	105 552	103 816	1,67%
	BTAN	7 289	8 682	64 361	67 813	-5,09%
	Solde des BTF	-2 600	-277	7 106	-8 061	188,15%
	<b>Remb. des emprunts (hors BTF)</b>	17 345	13 952	102 531	88 484	15,88%
	<b>Dettes négociables</b>	17 345	13 952	101 948	85 351	19,45%
	OAT	944	807	42 133	18 758	124,61%
	BTAN	16 401	13 145	59 815	66 593	-10,18%
	<b>Dettes non négociables</b>	0	0	583	3 133	-81,39%
	<b>Flux liés aux instruments financiers à terme</b>	113	-84	79	-49	261,22%
<b>Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement (III)</b>	1 672	6 127	74 567	75 035	-0,62%	
<b>Flux de trésorerie nets non ventilés (IV)</b>	319	832	7 269	8 838	-17,75%	
<b>VARIATION DE TRESORERIE (V=I+II+III+IV=VII-VI)</b>	12 070	4 947	-2 088	-33 710	93,81%	
<b>TRESORERIE EN DEBUT DE PERIODE (VI)</b>	-99 523	-59 973	-85 365	-21 316	-300,47%	
<b>TRESORERIE EN FIN DE PERIODE (VII)</b>	-87 453	-55 026	-87 453	-55 026	-58,93%	

Unité : million d'€

Correspondants du Trésor et personnes habilitées		2011			2010	
		Situation au 1er janvier	Augmentations	Diminutions	Situation fin septembre	Situation fin septembre
<b>Organismes à caractère financier</b>	Organismes d'assurance et de réassurance	2	730	730	2	1
	Caisse des Dépôts et Consignations	6 505	128 767	128 789	6 483	511
	Natixis banque	4	5 693	5 697	0	11
	La Poste	1	22	22	1	1
	Autres organismes à caractère financier	118	92 515	92 426	207	237
<b>CEPL</b>	Régions	1 182	34 172	34 748	606	519
	Départements	4 208	71 359	73 223	2 344	1 275
	Communes	16 740	87 114	88 440	15 414	13 821
	Hôpitaux	3 864	65 512	66 751	2 625	3 349
	HLM	196	8 954	8 969	181	144
	Autres CEPL	14 568	83 960	84 069	14 459	12 278
<b>DFT</b>	<b>Etablissements publics nationaux</b>					
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	28 770	116 073	114 957	29 886	26 874
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	8 665	21 404	22 229	7 840	6 785
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	1 078	22 366	22 320	1 124	236
Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	444	5 884	5 877	451	579	
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	12 008	18 265	16 139	14 134	11 675	
<b>Communautés européennes</b>	2 007	19 177	19 897	1 287	2 188	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	Fonds et Fondations	56	196	212	40	56
	GIP	206	1 362	1 381	187	192
	EPL	1 892	6 214	5 843	2 263	2 236
	Autres correspondants	2 929	18 957	15 632	6 254	3 257
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	26	0	26	0	0
	Intérêts courus sur comptes DFT	189	0	63	126	0
<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	1 766	3 945	3 590	2 121	2 178	
<b>Compte à terme de l'ERAP, de l'ERAFP et de l'AFITF</b>	0	0	0	0	0	
<b>Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	3 135	13 508	10 231	6 412	3 452	
<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	8	0	8	0	0	
<b>Total Passif (I)</b>	<b>110 567</b>	<b>826 149</b>	<b>822 269</b>	<b>114 447</b>	<b>91 855</b>	
<i>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</i>	1	0	0	1	1	
<i>Découverts des correspondants du Trésor</i>	26	0	26	0	0	
<b>Total Actif (II)</b>	<b>27</b>	<b>0</b>	<b>26</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	
<b>SOLDE NET de la dette de l'Etat à l'égard des correspondants (III = I-II)</b>	<b>110 540</b>	<b>826 149</b>	<b>822 243</b>	<b>114 446</b>	<b>91 854</b>	

DFT = Dépôts de Fonds Trésor. CAT = Comptes A Terme

Unité : million d'€

Dettes financières de l'Etat	Exercice 2011			Exercice 2010		
	Situation au 1er janvier	Augmentations	Diminutions	Situation fin septembre	Situation fin septembre	
<b>Dettes négociables (I)</b>	Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	815 753	108 448	45 659	878 542	799 716
	Titres en monnaie étrangère	0	0	0	0	0
	Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN)	226 080	64 067	59 346	230 801	215 131
	Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	187 138	316 779	308 265	195 652	206 059
	Autres titres négociables	0	0	0	0	
	<b>Total dette négociable (I)</b>	<b>1 228 971</b>	<b>489 294</b>	<b>413 270</b>	<b>1 304 995</b>	<b>1 220 906</b>
<b>Dettes non négociables (II)</b>	Titres non négociables	0	0	0	0	0
	Dettes exigibles :	242	386 626	386 628	240	247
	- OAT	0	32 856	32 856	0	0
	- BTAN	0	44 936	44 936	0	0
	- BTF	0	308 265	308 265	0	0
	- Autres titres non négociables	242	569	571	240	247
	Autres emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0
<b>Total dette non négociable (II)</b>	<b>242</b>	<b>386 626</b>	<b>386 628</b>	<b>240</b>	<b>247</b>	
<b>Autres emprunts (III)</b>	<b>Total autres emprunts (III)</b>	<b>7 318</b>	<b>179</b>	<b>588</b>	<b>6 909</b>	<b>8 072</b>
<b>TOTAL DETTE FINANCIERE DE L' ETAT (IV = I+II+III)</b>	<b>1 236 531</b>	<b>876 099</b>	<b>800 486</b>	<b>1 312 144</b>	<b>1 229 225</b>	